

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 25 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES MOUSSET SA

Les Lombardières
STE FLORENCE
85140 Essarts en Bocage

Références : D 23.0316

Code AIOT : 0006300834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement CARRIERES MOUSSET SA implanté Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été déclenchée suite à la chute d'un tracteur dédié à l'arrosage des pistes internes à la carrière, ayant entraîné le décès du chauffeur. Elle s'inscrit dans l'enquête lancée par le procureur de la république.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MOUSSET SA
- Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0006300834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée pour une durée de 30 ans par l'arrêté préfectoral n°04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 complété par un arrêté complémentaire n°21-DRACTAJ-1-599 du 29 octobre 2021. La superficie totale autorisée de la carrière est d'environ 84 ha pour un tonnage maximum autorisé de 2 000 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif après pompage des eaux d'exhaure. Les installations de traitement présentes sur site ont une puissance totale de 3 030 kW.

L'inspection s'est rendue sur la piste d'accès aux fronts d'exploitation (lieu d'origine de l'accident), sa piste inférieure, puis via le front d'extraction au bassin intermédiaire de collecte des eaux de

traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des pistes internes
- Suites de l'accident d'engin

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pour des opérations habituelles d'abattage des poussières, l'exploitant mandate une entreprise extérieure. Un tracteur muni d'une tonne à eau utilise l'eau des bassins d'eau d'exhaure pour arroser les pistes de la carrière.

Le 17 juillet 2023, pour des raisons encore inexpliquées, le tracteur et sa tonne ont franchi le merlon de sécurité et a chuté sur la piste inférieure. La tonne à eau a été retrouvée dans le bassin d'eau à encore 30 mètres plus bas. Le chauffeur est décédé lors de cet accident.

Depuis 2021, l'inspection du travail a été transférée au régime général - les inspecteurs du travail compétents étaient présents lors de cette visite. L'inspection complète l'enquête en cours sur les conditions d'exploitation de la carrière.

L'exploitation de la carrière est suspendue le temps de cette enquête. Sa reprise sera conditionnée aux décisions du procureur, mais aussi à la remise en service du bassin de gestion des eaux recyclées, car la tonne à eau a endommagé le tuyau de refoulement des eaux situé dans le bassin.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident/accident	Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.10	/	Sans objet
3	Largeur des pistes	Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 3.5	/	Sans objet
4	Gestion des poussières	Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.7-a	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de non conformités majeures sur les points contrôlés.

Du gasoil et de l'huile hydraulique du tracteur ont coulé vers le bassin d'eau. Un rapport d'incident/accident est réclamé pour l'analyse de l'incident, et pour des mesures de remise en état du bassin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.4
Thème(s) : Autre, Incident/Accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.4. - Incidents - Accidents L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de la carrière et de ses installations. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.
Constats : L'accident de tracteur survenu le 17 juillet 2023 doit être analysé par l'exploitant. Les circonstances probables de la sortie de piste, puis le retour d'expérience doivent être pris en

compte. De plus, la destruction du tracteur a engendré des écoulements non négligeables de gasoil et d'huiles hydrauliques. Des produits absorbants ont été mis en place sur la piste, mais les écoulements ont tout de même eu lieu vers le bassin intermédiaire de la carrière (servant au recyclage des eaux, et au lavage des matériaux). Une dépollution de ce bassin est donc nécessaire. Un rapport d'incident/accident doit être transmis à l'inspection sous un délai de 15 jours, puis complété le cas échéant ultérieurement avec les éléments liés à l'enquête en cours.
Observations : Après les opérations de dépollution du bassin, l'exploitant réalisera un prélèvement et analyse portant sur la recherche des hydrocarbures totaux et une comparaison avec le seuil fixé à l'article 4.3-b de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.10
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.10. - Plans Un plan à une échelle adaptée à la superficie autorisée doit être en permanence disponible au siège de l'entreprise. Il doit indiquer les limites du périmètre autorisé, l'emplacement des bornes, les abords dans un rayon de 50 mètres, les parois et fronts de taille, les cotes des différents niveaux d'exploitation définies au niveau NGF, les zones remises en état Ce plan doit être mis à jour tous les ans.
Constats : Lors de cette inspection, l'exploitant a pu produire un plan d'exploitation de moins d'un an (date du 30 novembre 2022). Ce plan a permis de vérifier les hauteurs au droit des pistes concernées par l'accident d'engins et de transmettre les informations pour l'enquête en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Largeur des pistes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 3.5
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) La largeur des banquettes maintenues entre les différents niveaux d'exploitation ne doit en tout état de cause pas être inférieure à 5 mètres.
Constats : La visite de terrain et le plan d'exploitation indiquent que la piste supérieure, au niveau du franchissement du merlon de sécurité, a une largeur supérieure au 5 mètres prescrits (environ 10 mètres selon le plan). Cette largeur tient compte de celle du merlon de sécurité et de la présence de blocs au pieds du front directement supérieur. Ce constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.7-a
--

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.7 - Poussières a). Les envols de poussières sur la carrière sont combattus par aspersion d'eau sur les pistes, aires de circulation et de chargement.
Constats : Pour éviter la dispersion des poussières au sein de sa carrière, l'exploitant sous traite une prestation d'arrosage par un tracteur agricole muni d'une tonne à eau. C'est ce tracteur qui a subi l'accident le 17 juillet 2023 entraînant le décès de son chauffeur. Cette opération d'abattement des poussières était habituelle. L'inspection ne formule aucune observation sur celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet